

jeudi, 12 juin 2014 17:18

Le génocide par vol de l'eau d'Israël, par Elias Akleh

IRIB-L'eau est nécessaire à toutes les formes de vie. L'accès à l'eau potable est une condition essentielle pour la viabilité de toute communauté. L'assainissement, en particulier le traitement des eaux usées, est également essentiel pour la santé publique, la protection de l'environnement et la conservation de l'eau. Des lois et des normes internationales d'hygiène universellement reconnues ont été définies pour protéger le droit d'accès à l'eau potable, l'environnement et la conservation des réserves d'eau. En Palestine occupée, le gouvernement israélien viole tous ces droits, et a transformé l'eau en une arme de génocide lent et progressif.



L'un des jeux favoris des soldats et des colons israéliens : le tir à balle réelle dans les citernes d'eau potable des Palestiniens

Beaucoup de villes palestiniennes de **Cisjordanie** et en particulier dans la Bande de **Gaza** sont confrontées à des pénuries chroniques d'eau potable. Les communautés rurales sont pratiquement privées d'eau et dépendent principalement d'approvisionnements très coûteux par camions-citernes. Dans les grandes villes, les Palestiniens ont accès à une moyenne de seulement 70 litres d'eau par personne et par jour pour l'usage domestique et l'hygiène personnelle, un chiffre très inférieur aux 100 litres minimum recommandés par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Dans les zones rurales, les Palestiniens survivent avec 20 à 30 litres d'eau par personne et par jour, alors que les colonies israéliennes illégales adjacentes, construites sur des terres palestiniennes volées, jouissent d'un approvisionnement en eau constant et illimité à des fins personnelles et récréatives (piscines, parcs et jardins). Une estimation indique que 44% des enfants palestiniens habitant dans les zones rurales souffrent de diarrhée - la plus grande tueuse d'enfant de moins de 5 ans au monde - en raison

d'une qualité d'eau et d'hygiène inférieure aux normes.

Selon le Conseil des Droits de l'Homme des Nations-Unis (CDH) en **Israël**,

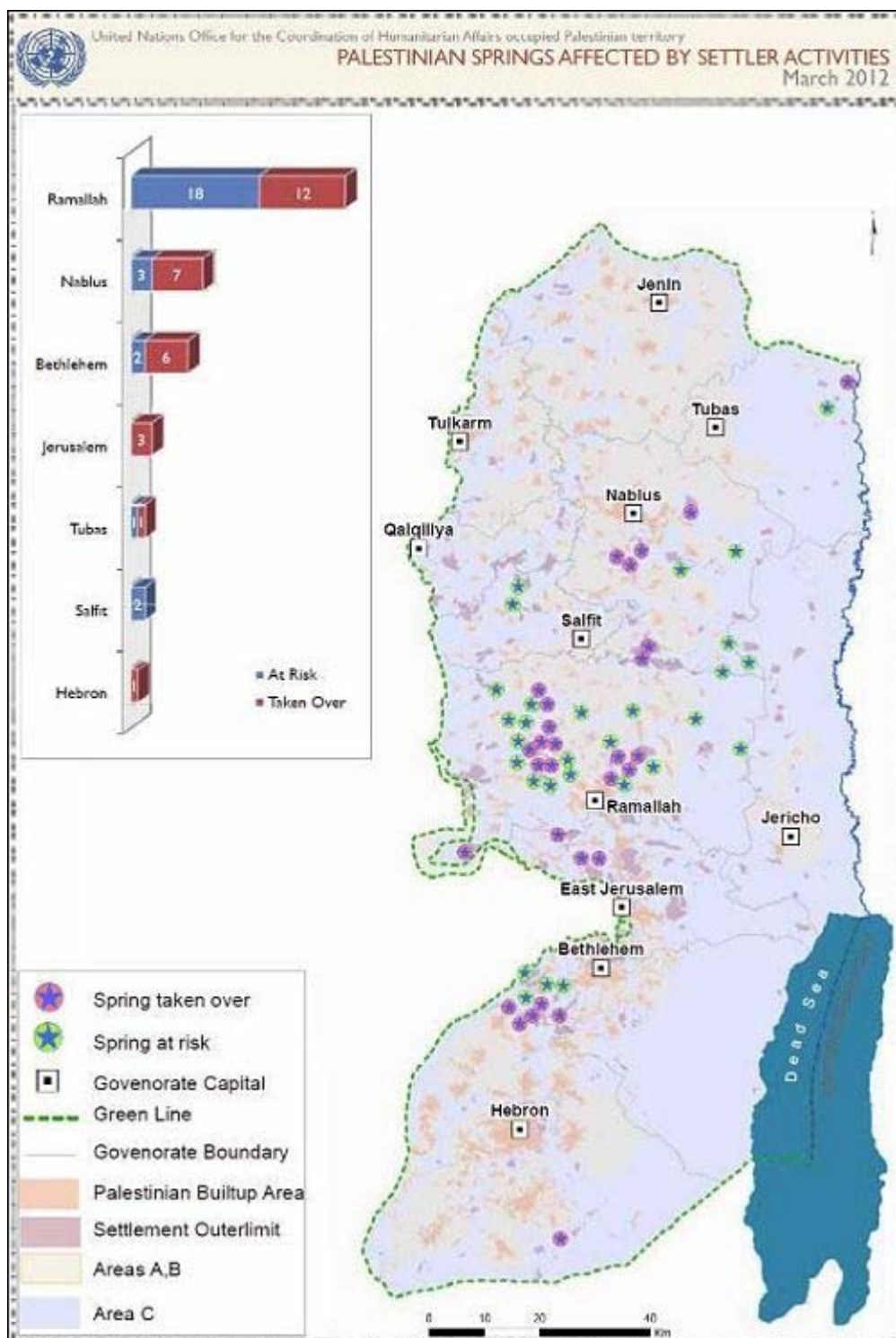
"Les colonies bénéficient de suffisamment d'eau pour faire tourner les fermes et arroser les vergers, et pour les piscines et les spas, tandis que les Palestiniens luttent souvent pour accéder aux besoins minima en eau. Certaines colonies consomment environ 400 l/p/j alors que la consommation palestinienne est de 73 l/p/j, et même 10-20 l/p/j pour les communautés bédouines qui dépendent d'une eau chère et de mauvaise qualité livrée par camions-citernes."

Conscients de la situation désastreuse de l'eau en **Cisjordanie** occupée et dans la Bande de **Gaza**, les pays donateurs ont soutenu les efforts de l'Autorité palestinienne pour développer le secteur de l'eau et l'assainissement, et ils ont affecté des fonds pour la construction de réservoirs d'eau et d'usines de traitement des eaux usées et pour la réparation et l'expansion des réseaux d'eau et d'égouts. Le groupe Emergency Water Sanitation and Hygiene ([EWASH](#)), une coalition de 30 grandes agences humanitaires, travaille avec les autorités palestiniennes locales pour identifier et répondre aux besoins des communautés palestiniennes en eau, assainissement et hygiène.

En vertu des lois humanitaires sur les ressources en eau et les projets, les structures d'eau, d'assainissement et d'hygiène (Water Sanitation and Hygiene - WASH) sont considérées comme des installations civiles essentielles à la survie de la population, et sont donc protégées contre la destruction en toute circonstance. Pourtant, le gouvernement israélien, avec sa longue histoire de viol de nombreuses lois internationales, avec la coopération de sa compagnie nationale de distribution d'eau Mekorot et de l'entreprise agro-industrielle israélienne Mehadrin, a adopté une politique systématique, grave, malveillante et discriminatoire pour entraver l'accès des Palestiniens à l'eau en **Cisjordanie** et dans la Bande de **Gaza**, combinée avec le vol massif des ressources en eau.

[Un rapport](#) du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies indique que les deux sociétés israéliennes Mekorot et Mehadrin compromettent gravement l'accès des Palestiniens à l'eau, en particulier dans la Vallée du Jourdain occupée, détournant les puits palestiniens et les sources vers les colonies israéliennes illégales en **Cisjordanie**. L'eau palestinienne est volée et canalisée en **Israël** gratuitement. Une fraction de celle-ci fait ensuite le trajet en sens inverse pour être vendue aux villes palestiniennes. De cette façon, **Israël** vole aux Palestiniens à la fois leur eau et leur argent.

Dans l'accord Oslo II, un comité mixte israélo-palestinien sur l'eau (Joint Water Committee - JWC) a été créé pour gérer les ressources en eau et les installations de traitement des eaux usées. Le gouvernement israélien dispose d'un droit de veto au sein du JWC et, par des lenteurs bureaucratiques, bloque la plupart des licences et des permis pour de nouvelles installations d'eau en **Cisjordanie**, les conditionnant à l'approbation réciproque des Palestiniens sur des projets dans les colonies illégales ; un arrangement que l'Autorité palestinienne rejette de peur de légitimer ces colonies.



La capacité de l'Autorité palestinienne à développer son secteur WASH pour répondre à ses priorités nationales a été sévèrement limitée par la politique israélienne. Les Palestiniens n'ont pas été en mesure de construire les infrastructures de distribution d'eau à grande échelle nécessaires pour assurer les services en eau et assainissement à la population. Entre 1995 et 2011, l'Autorité palestinienne a présenté au JWC, pour approbation, 30 projets pour des usines de traitement des eaux usées. Seuls 4 d'entre eux, concernant des réparations mineures, ont été acceptés. A nouveau en 2011 l'Autorité palestinienne a présenté 38 projets pour réhabiliter des puits, mais le JWC n'a approuvé que 3 d'entre eux.

En raison des pénuries artificielles en eau imposées par **Israël** et du manque d'installations de traitement des eaux usées et de réseaux d'égouts, la majorité des Palestiniens a recours à la vieille pratique de construction de puits privés, de fosses d'aisance et septiques. Dans les zones rurales, les Palestiniens dépendent de bassins, de citernes et de réservoirs de collectes de l'eau de pluie. Cela augmente les risques de problèmes de santé publique et de dommages à l'environnement.

Outre la pesanteur bureaucratique et le vol manifeste de l'eau palestinienne, le gouvernement israélien a adopté et mis en œuvre des politiques et des pratiques contraires à l'éthique et illégales pour détruire les ressources palestiniennes en eau et pour contaminer leurs terres agricoles de manière à provoquer "l'auto-évacuation" palestinienne d'une zone convoitée et la propagation de maladie mortelle parmi leurs enfants vulnérables. L'armée israélienne terroriste remet régulièrement ce qu'on appelle des ordres de démolition de citernes communales et de puits présumés non autorisés sur des terres agricoles privées. Beaucoup de ces citernes et de ces puits sont vieux de centaines d'années ; plus vieux que l'Etat illégal d'**Israël** lui-même. Les ordres de démolition concernent également des structures WASH et des réservoirs d'eau fournis aux zones rurales palestiniennes, et des citernes à eau tirées par des tracteurs et des animaux.

En 2011, l'armée israélienne seule a démolit 89 structures WASH en **Cisjordanie** , dont 21 puits, 34 citernes et de nombreux petits réservoirs d'eau fixes donnés à des ménages ruraux, en particulier à ceux de la Vallée du Jourdain. Lors de ces démolitions, des petits jardins potagers sont également rasés, ainsi que des granges et des hangars. Ces destructions violent l'article 53 de la Quatrième Convention de Genève, qui interdit la destruction de biens privés ou publics, et sont une violation flagrante du droit à l'eau, une composante du "*droit à un niveau de vie suffisant*", protégé par l'Article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

Le gouvernement israélien se sert d'un tel déni de l'eau pour déclencher le déplacement de la population, notamment dans les zones prévues pour l'expansion coloniale, d'autant que ces communautés sont essentiellement agricoles, et dépendent de l'eau pour leurs moyens de subsistance. Couper les communautés palestiniennes de leurs ressources en eau précède habituellement la dépossession des terres pour de nouveaux projets coloniaux.

Le tracé des 700 km de mur israélien de séparation/d'**apartheid**, en construction depuis 2002, serpente volontairement à travers la **Cisjordanie** pour inclure du côté israélien les riches et fertiles terres agricoles palestiniennes avec de grandes nappes phréatiques, en particulier dans les provinces de Jenin, Qalqiliya et Tulkarem. Le mur a encore réduit l'accès palestinien à l'eau et a abouti à la perte d'accès à 49 puits et réservoirs utilisés pour boire et arroser les cultures.

Dans la Bande de **Gaza** assiégée, les ressources en eau et les installations de traitement de l'eau semblent faire partie des cibles principales des raids israéliens et des incursions terrestres. Des stations de pompage, des usines de traitement des eaux usées, les principaux réservoirs d'eau de la ville et des citernes agricoles, dont beaucoup sont antérieurs à la création illégale de l'Etat d'**Israël**, ont subi les bombardements directs des avions de guerre. Depuis 2005, les incursions militaires israéliennes ont délibérément détruit au moins 300 puits agricoles situés dans la zone tampon décrétée par les Israéliens.

Des dizaines de puits, des citernes de collecte de l'eau de pluie, des citernes d'eau installées sur les terrasses et de nombreux kilomètres de conduites d'eau et autres réseaux d'irrigation agricole ont été délibérément pris pour cibles et détruits par les forces israéliennes au cours de leurs opérations militaires. Pendant l'offensive israélienne "Plomb durci" fin 2008/début 2009 contre **Gaza**, les raids aériens, l'artillerie et les chars israéliens ont visé les ressources vitales en eau de **Gaza** : des stations de pompage et des usines de traitement des eaux usées, des dommages évalués à 6 millions de dollars.

Vidéo : Les eaux usées des colons de Beitar Ellite déversées sur les terres palestiniennes de Wadi Fukin (à l'est de Bethléem)

La [situation à Gaza](#) est particulièrement grave. Les Palestiniens dépendent entièrement d'un aquifère déjà appauvri, contaminé par l'eau salée et pollué par les eaux usées, dont l'eau est impropre à la

consommation humaine. Le siège illégal et inhumain imposé par **Israël** restreint l'importation des nombreux produits de première nécessité, y compris le carburant nécessaire pour faire fonctionner la seule centrale électrique de **Gaza**. Sans électricité, les installations de traitement des eaux usées et les pompes à eau courante ne peuvent pas fonctionner, ce qui entraîne la pollution par les eaux usées. On estime que 89 millions de litres d'eaux usées se déversent quotidiennement dans la mer Méditerranée, élevant le niveau de nitrates dans l'eau jusqu'à 6 fois au-dessus des limites fixées par WHO, soit 50 mg/l. Ceci contamine également les poissons, qui sont l'aliment principal de nombreux Palestiniens.

Jusqu'à 95% de l'eau extraite de l'aquifère côtier de **Gaza** est impropre à la consommation humaine en raison de la surexploitation et de la contamination des eaux usées. De nombreuses familles consomment de l'eau recyclée. Malheureusement, cette eau s'est avérée être elle aussi gravement contaminée par des bactéries. Selon l'UNRWA, la diarrhée et l'hépatite virale sont les principales causes de morbidité parmi la population de réfugiés de la Bande de **Gaza**.

Le pire dommage aux ressources en eau palestinienne, à leurs terres agricoles et à l'environnement est provoqué par les colons extrémistes religieux armés jusqu'aux dents. Poussés par leur religion suprématiste raciste, sans entrave et tacitement encouragés et protégés par le gouvernement et l'armée israéliennes, ces fanatiques israéliens occupent par la force et en toute illégalité les sommets des collines des terres agricoles palestiniennes, construisent leurs colonies illégales et commencent à attaquer les communautés palestiniennes voisines. Outre les attaques contre les maisons palestiniennes et l'incendie de leurs cultures et de leurs étables, ils confisquent les sources, empoisonnent les puits palestiniens avec des produits chimiques, les polluent avec des couches sales, avec leurs propres excréments ou des poulets morts, renversent et tirent dans les citernes d'eau.

Ces colons fanatiques sont les plus grands producteurs par habitant d'eaux usées en **Cisjordanie**, en rejetant de grandes quantités directement dans l'environnement, contaminant la terre arable et les cours d'eau. Construisant leurs colonies au sommet des collines sans installation de traitement des eaux usées, ces colonisateurs extrémistes vident leurs eaux usées et leurs égouts en bas des collines vers les collectivités et les terres agricoles palestiniennes causant de graves dégâts écologiques et la contamination des produits alimentaires agricoles palestiniens, répandant ainsi des maladies.



Ein Al-Ariq (la source Al-Ariq), près du village Qaryut (Naplouse). Suite à sa prise par les colons d'Éli, elle a été renommée "Ein Hagvura" (photo OCHA)

Comme [rapporté par les Nations Unies](#) en mars 2012, une autre menace majeure pour les Palestiniens vient de la confiscation forcée des sources par les colons. Le rapport indique :

"Les Palestiniens ont de plus en plus perdu l'accès à des sources d'eau en Cisjordanie suite à la prise de contrôle des sources par des colons israéliens, qui ont usé de menaces, d'intimidation et de clôtures pour prendre le contrôle des points d'eau proches des colonies."

Le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a examiné 50 sources sur des terres palestiniennes proches des colonies israéliennes et a constaté que :

"Pour 22 des sources d'eau, les Palestiniens ont été dissuadés d'y accéder par des actes d'intimidation, de menaces et de violence perpétrés par les colons israéliens, tandis que pour huit sources sous le contrôle total de colons, l'accès des Palestiniens a été empêché par des obstacles physiques, y compris la clôture de la zone de la source, et son « annexion de facto » à la colonie".

Israël viole délibérément et avec arrogance de nombreuses lois internationales dont il est Etat-partie, et notamment le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant, la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Quatrième Convention de Genève et son protocole additionnel I protégeant les victimes des conflits armés, et nombre d'articles du Règlement de La Haye.

La violation par **Israël** de toutes ces lois internationales accompagnée de sa politique et de ses pratiques contraires à l'éthique pour priver l'ensemble de la population palestinienne de ses droits d'accès à l'eau potable nécessaire est considéré comme un crime de génocide, un crime pour lequel **Israël** est bien connu.

Source : [Intifada Palestine](#)

Traduction : MR pour ISM